



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

Communiqué de presse

Bruxelles, le 2 février 2016,

Siège

5, Bd du Roi Albert II
1210 Bruxelles, Belgique
Té.l +32 2 224 06 11
Fax +32 2 224 06 06
headoffice@ei-ie.org
<http://www.ei-ie.org>

Bureau exécutif

Présidente
Susan Hopgood, [Australie](#)

Vice-président(e)s
Lily Eskelsen, [USA](#)
Roberto Franklin de Leão, [Brésil](#)
Mugwena Maluleke, [Afrique du Sud](#)
Yasunaga Okamoto, [Japon](#)
Marlis Tepe, [Allemagne](#)

Secrétaire général
Fred van Leeuwen, [Pays-Bas](#)

Membres
Sonia Alesso, [Argentine](#)
Johanna Jaara Åstrand, [Suède](#)
Okju Bak, [Corée](#)
Slawomir Broniarz, [Pologne](#)
Francisca L. Castro, [Philippines](#)
Juan Díaz de la Torre, [Mexique](#)
Laurent Escure, [France](#)
Luis A. Grubert Ibarra, [Colombie](#)
Steffen Handal, [Norvège](#)
Daniel B. Lafrenière, [Canada](#)
Manuela Mendonça, [Portugal](#)
Michael Olukoya Alogba, [Nigéria](#)
Patrick Roach, [Royaume-Uni](#)
Marième Sakho Dansokho, [Sénégal](#)
Davanand Sinanan, [Trinidad & Tobago](#)
Ram Pal Singh, [Inde](#)
James Tweheyo, [Ouganda](#)
Diane Woloschuk, [Canada](#)
Randi Weingarten, [USA](#)

Les syndicats d'enseignant(e)s du monde disent « non » au Partenariat transpacifique

Sous la direction de l'Internationale de l'Éducation (IE), les syndicats d'enseignants appellent leurs gouvernements respectifs à exclure l'éducation de l'accord commercial de partenariat transpacifique (PTP) à la veille de sa signature officielle.

Alors que les pays partenaires s'apprêtent à signer un vaste accord commercial couvrant 40 pour cent de l'économie mondiale le 4 février à Auckland, en Nouvelle-Zélande, les syndicats d'enseignants lancent un nouvel appel afin de retirer l'éducation de cet accord.

Les organisations membres de l'IE des 12 pays concernés – Australie, Brunei, Canada, Chili, États-Unis, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, et Vietnam – ont écrit à leur gouvernement pour réclamer le retrait de l'éducation de l'accord.

« Il convient de rappeler aux gouvernements que l'éducation est un droit humain et un bien public et qu'ils ont la responsabilité de faire appliquer et respecter ces principes », a déclaré le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen. « Les gouvernements partenaires du PTP sont sur le point de signer des règles commerciales juridiquement contraignantes et applicables qui verrouillent le niveau de libéralisation et empêchent dès lors les gouvernements de ramener l'éducation dans le secteur public par la suite. »

Après avoir analysé le texte de l'accord, l'IE et ses affiliés sont inquiets des conséquences potentielles du PTP sur le secteur de l'éducation. Tout d'abord, l'éducation n'est pas expressément exclue, ce qui expose le secteur à un risque accru de privatisation et de commercialisation et sonne comme une menace pour un enseignement public gratuit de qualité.

Ensuite, le PTP instaure de nouvelles règles restrictives en matière de propriété intellectuelle et inclut le mécanisme controversé de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS), qui confère aux investisseurs étrangers des droits exclusifs de contester les législations et réglementations nationales qu'ils jugent défavorables à leurs activités devant des organes d'arbitrage privés.

« Le système judiciaire privatisé de l'ISDS permet à de grandes multinationales de poursuivre des gouvernements pour avoir imposé des exigences et des normes de qualité, de performance et d'accréditation qui sont essentielles pour assurer une éducation de qualité, au motif que ces normes constitueraient des 'obstacles déguisés aux échanges' ou qu'elles imposent 'une charge plus lourde que nécessaire' », a déclaré M. van Leeuwen.

En sa qualité de principale fédération professionnelle, l'IE représente 400 organisations et syndicats d'enseignants dans 171 pays et compte plus de 32 millions de membres.

Pour un complément d'informations ou pour toute question, veuillez prendre contact avec le coordinateur des médias et de la communication, M. Andrew King, à l'adresse : andrew.king@ei-ie.org.